



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS DAVID DREYFUS

89 rue de la Bolle
88100 ST DIE DES VOSGES

Références : S-22-1052RP

Code AIOT : 0006204707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022, dans l'établissement ETS DAVID DREYFUS, implanté 89 rue de la Bolle, 88100 ST DIE DES VOSGES. L'inspection a été annoncée le 28/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action régionale "coup de poing" qui porte sur les centre de tri, transit, regroupement, de déchets

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS DAVID DREYFUS
- 89 rue de la Bolle 88100 ST DIE DES VOSGES
- Code AIOT : 0006204707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société David Dreyfus est spécialisée dans le tri de déchets principalement métalliques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	contrôles à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
4	procédure de refus	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet
5	identification des différentes entreposages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV, alinéa 1	/	Sans objet
6	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
8	contrôle périodique	Code de l'environnement, article L.512-11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site ne présente pas de non-conformité eu égard aux enjeux de l'action régionale. Le suivi et la traçabilité des déchets sont rigoureux ; l'activité sur site n'appelle pas la critique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique, où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet. <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets, mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3. <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme, si le déchet est pris en charge par un éco-organisme, mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur, définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement. <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé, ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets 2021 entrants. Celui-ci présente l'ensemble des renseignements attendus.</p> <p>L'inspection en a déduit que les traitements apportés aux déchets acceptés par cet exploitant sont cohérents.</p> <p>Par ailleurs, concernant la zone de chalandise, celle-ci ne relève d'aucun document opposable. L'exploitant indique se fournir très majoritairement dans les Vosges ; partiellement dans les zones limitrophes du département (il est en cela limité par les coûts de transport)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets, mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge, lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme, si le déchet est pris en charge par un éco-organisme, mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur, définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé, mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement, vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>(...)</p>
<p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets 2021 sortants. Celui-ci présente l'ensemble des renseignements attendus.</p> <p>L'inspection a pu en déduire qu'en 2021, les déchets étaient destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R1 (combustion) : 12 % - R4 (recyclage / récupération des métaux): 53 % - R5 (recyclage / récupération des matières inorganiques) : 25 % - D5 (mise en décharge) : 10 % <p>Lors de la visite du site, l'inspection n'a détecté aucun mélange de déchets destinés à la mise en décharge, et qui aurait comporté plus de 30 % de métal / plastique / verre ou plus de 50 % de papier / plâtre / biodéchets.</p> <p>NB : les pourcentages ci-dessus s'entendent masse/masse</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : contrôles à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a, à sa disposition les documents, lui permettant de connaître la nature et les risques, que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance, appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le site présente une aire d'attente à l'intérieur de l'installation, aux fins d'assurer la réception des déchets et d'orienter les transporteurs, vers la zone du site dédiée aux déchets véhiculés. Par ailleurs, en entrée de la zone d'attente, l'exploitant a installé un dispositif de contrôle de la radioactivité.</p> <p>A l'arrivée d'une livraison de déchets, la cohérence avec la fiche d'information préalable est vérifiée par contrôle visuel, et un accusé de réception est délivré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : procédure de refus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : L'exploitant a indiqué n'avoir refusé aucun déchet au cours de l'année 2021. Il explique ce fait par la taille restreinte de sa société, qui lui permet d'avoir une bonne connaissance, et une bonne maîtrise des filières d'approvisionnement en déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : identification des différentes entreposages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV, alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les aires de réception, transit, tri et préparation sont distinctes. Par ailleurs, les zones d'entreposage sont organisées de telle sorte que chacune corresponde à un type de déchets particulier et au traitement qu'il va ou a subi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie approprié aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'exploitant et ses employés communiquent par talkie-walkie qui seraient également utilisés en cas de sinistre (en doublon de téléphones mobiles). L'exploitant dispose d'un plan de l'installation qui détaille chacune des zones de traitement ainsi que la répartition des extincteurs (10 pour l'ensemble du site sans compter ceux disposés dans les engins). Pour les extincteurs, l'inspection a constaté que la plupart des extincteurs sont visibles car disposés en entrée de cellule. Seul un d'entre eux gagnerait à disposer d'une signalétique sur site qui indique son emplacement précis. L'exploitant a présenté un rapport de vérification des extincteurs du 10 mars 2022. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il avait pour projet d'installer des caméras thermiques, afin de détecter au plus tôt tout début d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels,
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport APAVE du 10 mars 2022 qui ne fait pas état de non conformité majeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques, permettant à l'exploitant de s'assurer, que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.
Constats : Pour la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant relève du régime de la déclaration avec contrôle. L'article L. 512-55 du code de l'environnement précise que "les installations classées (...) ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation, soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement". Cette exemption s'applique au présent établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet